

# LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE AU SECONDAIRE : POURCENTAGES DRAMATIQUES ET CONSÉQUENCES NÉFASTES

Le problème du décrochage scolaire suscite une préoccupation importante depuis quelques années auprès des partenaires de l'éducation. Des données du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec<sup>1</sup> nous indiquent que la proportion des personnes de 19 ans qui ne fréquentent pas l'école et qui n'ont pas obtenu de diplôme du secondaire avait certes diminué entre 1979 et 2003 mais que le taux de décrochage au secondaire s'accroît à nouveau depuis 2003 pour se situer à 18,9 % en 2004 et à 19,7 % en 2005. Ces pourcentages dramatiques révèlent que la situation se détériore à nouveau depuis les dernières années au Québec.

Le phénomène du décrochage scolaire n'est pas propre au Québec. Une étude de Bowlby<sup>2</sup>, publiée par Statistique Canada, montre que le taux de décrochage du secondaire au Canada, pour les personnes âgées de 20 à 24 ans, s'établit à 10,2 % durant la période 2001-2002 à 2004-2005. Le Manitoba, ainsi que le Québec, détiennent le record avec une proportion moyenne de 12 % pour la même période, suivis de l'Alberta (11,8 %) et de la Saskatchewan (10,7 %). Ce sont les provinces de l'Atlantique (Terre-Neuve-et-Labrador : 8,0 %; Nouveau-Brunswick : 9,3 %; Îles-du-Prince-Édouard : 9,8 %; Nouvelle-Écosse : 9,9 %), l'Ontario (9,1 %) et la Colombie-Britannique (7,7 %) qui enregistrent les taux les plus bas et en-deçà du taux national. Cette même étude nous indique aussi que dans toutes les provinces du Canada les régions rurales affichent des taux de décrochage scolaire qui dépassent nettement ceux observés dans les régions urbaines. L'étude nous dévoile également que les taux de décrochage pour l'ensemble du pays sont toujours plus élevés chez les garçons que chez les filles depuis 1990-1991.

Le problème du décrochage scolaire prend aussi une certaine ampleur ailleurs qu'au Canada. Les données statistiques sur la population active de 25 pays, compilées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et reproduites par Patrice de Broucker dans son rapport de recherche<sup>3</sup>, montrent que les taux de décrochage scolaire aux États-Unis (12,33 %) et dans quelques pays d'Europe occidentale (Portugal : 48,77 %; Espagne : 30,46 %; Italie : 26,62 %; France : 14,53 %; etc.), pour les personnes âgées de 20 à 24 ans, surpassent le pourcentage observé au Canada (10,90 %) pour l'année 2002. Il n'en reste pas moins que la proportion de décrocheurs scolaires dans neuf autres des pays à l'étude (Finlande : 10,10 %; Autriche : 9,93 %; Suède : 8,59 %; Suisse : 8,2 %; Royaume-Uni : 8,00 %; Pologne : 8,37 %; République Tchèque : 5,94 %; République Slovaque : 5,52 %; Norvège : 4,61 %) est encore plus faible que celle enregistrée au Canada.



**RECAP** This paper provides a general description of school drop-outs in secondary education. The author first presents a set of research and statistics analyzing this phenomenon in Quebec, other Canadian provinces, and other countries. She then explores the dramatic consequences dropping out of school may have for society as a whole, for the corporate world and for individuals, many of whom become marginalized. This situation is unacceptable, and it is critical that society become aware of this phenomenon and fight against it.



Les données présentées ici témoignent bien de la portée du décrochage scolaire au Canada, dans bon nombre de provinces canadiennes et dans d'autres pays. Mais, pourquoi les partenaires de l'éducation se préoccupent-ils autant du décrochage scolaire? La réponse à cette question réside dans les effets néfastes que ce problème entraîne pour la société, l'entreprise et l'individu.

### **SOCIÉTÉ**

Des taux élevés de décrochage scolaire engendrent des coûts sociaux exorbitants. Le Conference Board du Canada estime que « [...] le Canada perdra plus de 4 milliards de dollars<sup>4</sup>, en dollars d'aujourd'hui, durant la vie active des 137 000 jeunes, environ, qui ont décroché du secondaire en 1989 au lieu d'obtenir leur diplôme »<sup>5</sup> et advenant le cas qu'ils ne terminent pas leurs études secondaires ultérieurement. En raison du faible revenu gagné par les décrocheurs scolaires qui travaillent, comparé à celui des travailleurs diplômés, la société est privée d'une partie des avantages qu'elle aurait pu retirer si elle ne gardait pas un taux élevé de décrochage scolaire. Du fait que les décrocheurs subissent un manque à gagner durant toute leur vie active, la société supporte aussi un manque à gagner duquel découle une perte de revenus fiscaux (taxes et impôts) correspondant durant cette période. D'autres part, les personnes qui ne fréquentent plus l'école et qui n'ont pas terminé leurs études secondaires sont plus coûteuses en ce qui concerne l'utilisation des services d'aide sociale et de la sécurité de revenu. Ces personnes contribuent non seulement à l'accroissement de la demande de tels services sociaux, mais aussi à l'augmentation des dépenses liées aux soins de santé, de même qu'à la hausse de la criminalité et de la délinquance. Tous ces problèmes sociaux engendrés par les décrocheurs scolaires se traduisent par une augmentation importante des coûts financiers que devra assumer la société.

### **ENTREPRISE**

Des pourcentages élevés de décrochage scolaire risquent aussi de priver les entreprises de travailleurs productifs capables de s'ajuster aux modifications qui s'effectuent dans la société. Dans tous les secteurs d'activités, les exigences en termes de niveaux de compétence pour s'insérer sur le marché du travail ont été fortement accrues. Ainsi, une étude fédérale de 2004<sup>6</sup> estime que près des deux tiers des nouveaux emplois (66 %) créés au Canada au cours des cinq prochaines années requerront vraisemblablement des études postsecondaires, ou feront partie du groupe de la gestion (p. 20). Par conséquent, les personnes qui n'ont pas terminé leurs études secondaires ne pourront occuper les emplois appartenant à ces catégories. Dans cette situation, des taux élevés de décrochage scolaire représentent un





## DANS TOUTES LES PROVINCES DU CANADA, LES RÉGIONS RURALES

## AFFICHENT DES TAUX DE DÉCROCHAGE SCOLAIRE QUI DÉPASSENT

## NETTEMENT CEUX OBSERVÉS DANS LES RÉGIONS URBAINES.

danger pour le développement économique et le progrès technologique du pays. S'il n'est pas contrôlé, le pourcentage de décrocheurs se manifestera par une pénurie de main-d'œuvre compétente pour occuper les professions hautement qualifiées (gestionnaires dans l'administration publique, médecins, pharmaciens, technologues et techniciens des sciences de la santé, etc.). A son tour, ce manque de main-d'œuvre qualifiée se traduira par une baisse de compétitivité du marché canadien ou une diminution de la capacité concurrentielle du Canada.

### INDIVIDU

Les décrocheurs scolaires sont beaucoup plus sensibles au chômage que les diplômés. D'après les données d'une enquête récente sur la population active menée par Statistique Canada<sup>7</sup>, le taux de chômage auprès des jeunes Canadiens âgés de 15 à 24 ans qui n'ont pas terminé leurs études secondaires (études secondaires partielles) atteint une moyenne de 18,7 %, pour l'année 2005, signe évident d'une difficulté d'insertion sur le marché du travail pour

ces jeunes Canadiens. Si on considère le taux de chômage des jeunes qui ont complété leurs études secondaires dans ce groupe d'âge, le pourcentage de chômeurs diminue de 7,7 points de pourcentage pour se situer à 11,0 % pour la même année. Le taux d'emploi tend à être plus élevé avec une augmentation du niveau de compétence. Ce taux auprès des jeunes âgés de 15 à 24 ans qui ont complété leurs études secondaires atteint 70,3 % pour l'ensemble du pays, presque à égalité avec le Québec (70,0 %). Quand on regarde la situation des jeunes qui n'ont pas terminé leurs études secondaires, le taux d'emploi se chiffre à 42,1 % seulement.

Même si un niveau élevé de compétence ne garantit pas nécessairement l'obtention d'un emploi, il n'en demeure pas moins que la probabilité d'occuper un emploi précaire ou un petit boulot est actuellement plus forte chez les travailleurs qui n'ont pas obtenu de diplôme d'études secondaires que chez ceux qui sont diplômés. Selon le recensement de la population de 2001 réalisé par Statistique Canada<sup>8</sup>, par rapport aux travailleurs diplômés, les personnes âgées de 15 ans et plus ayant un niveau de scolarité inférieur au certificat d'études secondaires occupent surtout des emplois subalternes mal payés dans les professions liées aux secteurs de la vente (vendeurs, commis-vendeurs, etc.) et des services (caissière, cuisiniers, etc.), du transport (conducteurs d'équipement lourd, chauffeurs-livreurs, etc.), de la machinerie (machiniste, monteurs de machines, etc.), de la transformation (manœuvres dans la transformation des aliments, des boissons et du tabac, etc.) et de la fabrication (assembleurs de matériel électronique, monteurs d'aéronefs, etc.). Les travailleurs diplômés quant à eux sont plus nombreux à exercer des professions reliées à la gestion (cadres supérieurs, directeurs spécialistes, etc.), aux secteurs de la santé (médecins, dentistes, etc.) et de l'administration publique (juges, avocats, notaires, etc.).

Par conséquent, les personnes qui n'ont pas obtenu de diplôme d'études secondaires gagnent un revenu plus faible que les diplômés. Les mêmes données provenant de Statistique Canada (2001), nous apprennent en effet que, chez les jeunes âgés de 15 ans et plus qui ont un revenu d'emploi, les personnes ayant un niveau inférieur au certificat d'études secondaires gagnent 1,2 fois moins que celles qui ont un diplôme d'études secondaires; 1,5 fois moins que celles ayant un diplôme collégial ou un diplôme d'une école de métiers; et 2,3 fois moins que celles qui ont un diplôme ou un grade universitaire. A ces éléments se greffent, bien entendu, des bénéfices salariaux moins élevés et des possibilités de mobilité socioprofessionnelle moindres pour les travailleurs moins instruits.

# Bulletin



## Canada's education newsletter, since 1957

To stay up to date on news in education, subscribe to **Bulletin**, CEA's **FREE** electronic newsletter. **Bulletin** will arrive in your inbox monthly bringing concise summaries and key links for:

- ▶ Noteworthy
- ▶ Careers
- ▶ Research
- ▶ People
- ▶ Policy
- ▶ Events
- ▶ Initiatives

Subscribe now by visiting [www.cea-ace.ca](http://www.cea-ace.ca)

## Bulletin de l'éducation du Canada depuis 1957

Restez au courant des nouvelles en éducation en vous abonnant à **Bulletin**, le mensuel électronique **GRATUIT** de l'ACE. Grâce à ses chroniques, **Bulletin** vous offre un aperçu des nouveautés en éducation :

- ▶ Actualité
- ▶ Carrières
- ▶ Recherche
- ▶ Personnalités
- ▶ Politiques
- ▶ Événements
- ▶ Initiatives

Abonnez-vous aujourd'hui en visitant [www.cea-ace.ca](http://www.cea-ace.ca)

## CONCLUSION

En guise de conclusion, il importe de rappeler que le décrochage scolaire au secondaire est devenu un problème majeur au Canada et ailleurs dans le monde et que la remontée subite du taux de décrochage scolaire à ce niveau d'enseignement au Québec, au cours des dernières années, attire beaucoup l'attention des partenaires de l'éducation. Il ne faut pas perdre de vue que le décrochage scolaire coûte cher à la société, à l'entreprise et aux personnes qui ne fréquentent plus l'école et qui n'ont pas terminé leurs études secondaires. Ces décrocheurs scolaires, dans bons nombres de cas, deviennent des exclus de la société : cette réalité est inacceptable et rend indispensable la lutte contre le décrochage scolaire. |

**DIANE LAFOND** est spécialiste en ressources documentaires à l'Université Laval et docteure chercheuse en administration et politique scolaires. Ses intérêts de recherche portent entre autres sur l'échec et le décrochage scolaire des jeunes, leurs facteurs explicatifs, les programmes de retour aux études et les mesures préventives de l'échec scolaire.

## Notes

- 1 Ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport du Québec (MELSQ). *Indicateurs de l'Éducation - Édition 2007. Québec : MELSQ/Direction de la recherche, 2007.* [http://www.mels.gouv.qc.ca/stat/indic07/docum07/F2\\_6\\_2007.pdf](http://www.mels.gouv.qc.ca/stat/indic07/docum07/F2_6_2007.pdf)
- 2 Bowlby, Geoff. « Taux de décrochage provinciaux – tendances et conséquences », *Questions d'éducation* (Produit numéro 81-004-XIF au catalogue de Statistique Canada), décembre 2005. [http://www.statcan.ca/francais/freepub/81-004-XIF/2007002/provdiff\\_f.htm#b](http://www.statcan.ca/francais/freepub/81-004-XIF/2007002/provdiff_f.htm#b)
- 3 De Broucker, Patrice. *Without a paddle: what to do about Canada's young drop-outs?* Ottawa: Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, 2005. [http://www.cprn.com/documents/39460\\_fr.pdf](http://www.cprn.com/documents/39460_fr.pdf)
- 4 Bowlby.
- 5 Lafleur, 1992 cité par la Direction générale de la recherche appliquée dans *Décrochage scolaire : définitions et coûts*. Hull/Québec : Direction générale de la recherche appliquée/Développement des ressources humaines Canada, 2000, p.41. <http://dsp-psd.pwgsc.gc.ca/Collection/MP32-29-01-1F.pdf>
- 6 Bergeron L. P., Dunn K., Lapointe M., Roth W., & Tremblay-Côté N. *Perspectives du marché du travail canadien pour la prochaine décennie, 2004-2013*. Ottawa : Ressources humaines et développement social Canada. Direction de la recherche en politiques et coordination. Politique stratégique et planification, 2004. <http://www.hrsdc.gc.ca/fr/sm/ps/rhdc/tpc/publications/recherche/2004-002750/SP-615-10-04F-v.pdf>
- 7 Statistique Canada. *CANSIM. Tableau (payant) 282-0004*. (Produit no 89F0133X1F au catalogue de Statistique Canada, 2007. [http://www40.statcan.ca/102/cst01/labor62\\_f.htm](http://www40.statcan.ca/102/cst01/labor62_f.htm)
- 8 Statistique Canada. *Recensement de la population*, 2001. [http://www40.statcan.ca/102/cst01/labor\\_50d\\_f.htm](http://www40.statcan.ca/102/cst01/labor_50d_f.htm)

The EDUCATION SAFETY ASSOCIATION of ONTARIO



L'ASSOCIATION ONTARIENNE Pour la SECURITE en EDUCATION

# ESAO

## Apprentissage en ligne, Ressources Web, Disques compact interactif, DVDs, Vidéos et manuels



### Maintenant disponible en format DVD



Visitez notre site Web pour des listes gratuites de vérification interactives sur la violence, des affiches Simdut et des feuillets d'information.

[www.esao.on.ca](http://www.esao.on.ca) [esao@esao.on.ca](mailto:esao@esao.on.ca)  
416-250-8005  
sans-frais 1-877-732-3726